



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

FACE À L'ARROGANCE

ET AUX ATTAQUES GOUVERNEMENTALES

L'URGENCE DE SE MOBILISER !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 28 JANVIER 2016

Encadré par les déclarations de Macron souhaitant la fin des 35 heures et celles de Valls promettant aux patrons de la souplesse et de la simplification, le Rapport Badinter n'est qu'une opération d'enfumage.

Présenté lundi, ce « préambule » au futur Code du travail n'a qu'un but: camoufler de graves attaques contre les droits des salariés et préparer les esprits à des reculs sans précédents. Derrière ce Code du travail réduit à quelques « principes », il s'agit d'ouvrir la voie à toutes les régressions, au travers d'accords d'entreprises imposés par le chantage à l'emploi !

QUAND NOS MINISTRES SE LÂCHENT

Au forum économique de Davos, qui réunit chaque année la crème des dirigeants d'entreprises et des responsables politique du monde entier, Valls et Macron ont annoncé la couleur.

A Macron « favorable à ce que la loi prévoit la capacité laissée aux partenaires sociaux de mener une négociation qui puisse en effet conduire à majorer beaucoup moins, voire pas du tout, les heures supplémentaires » - mettant fin aux 35 heures – Valls a rétorqué que les heures supplémentaires resteront majorées. Mais sans garantir que le « plancher » actuel des 10% tiendra, puisque lors des vœux aux « acteurs » de l'entreprise, Hollande a dit que l'accord d'entreprise devra « fixer les modalités d'organisation du temps de travail (...) en permettant par exemple de fixer le taux de majoration et le nombre d'heures supplémentaires » !

ATTAQUES TOUS AZIMUTS

Pour le gouvernement, c'est toujours plus d'attaques contre ceux et celles qui refusent de se plier à sa politique et à la dictature patronale.

Le 12 janvier, il y a eu la condamnation à 9 mois de prison ferme de 8 ex-salariés de Goodyear dont le seul crime a été de lutter contre la fermeture de leur usine. Une condamnation impossible s'il n'y avait pas eu l'acharnement du gouvernement à les poursuivre, alors que l'entreprise et les 2 cadres concernés avaient retiré leur plainte.

Et dans quelques jours, ce sera au tour de salariés de Ford Blanquefort d'être convoqués par la Police, suite aux manifestations aux « Mondial de l'auto » de 2012 et 2014. Des poursuites qui font écho à la campagne hystérique du gouvernement à l'encontre des 5 salariés d'Air France, encourant jusqu'à 3 ans de prison et 45 000 € d'amende pour une chemise arrachée.

CONSTRUIRE LES RÉSISTANCES

Malgré le chantage à l'emploi, malgré la répression, des résistances existent et se développent. C'est d'abord le réseau de solidarité qui se développe autour des Goodyear, avec près de 150 000 signatures pour exiger « l'arrêt des poursuites ».

C'est aussi la journée de mobilisation de toute la fonction publique qui a eu lieu mardi, pour défendre un service public de qualité, l'arrêt des suppressions de postes et l'augmentation des salaires, tandis que les enseignants manifestaient contre la réforme des collèges.

Dans de nombreuses entreprises, d'Air France à La Poste en passant par les marins de la SNCM, les salariés du nettoyage des HLM de Paris, d'EDF, des travailleurs se mobilisent pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires et leurs emplois.

IL Y A URGENCE

À FAIRE GRANDIR LES MOBILISATIONS

Face à ce gouvernement de plus en plus ouvertement réactionnaire et dont l'objectif majeur semble être de vendre des armes de guerre ou des Airbus aux régimes réactionnaires d'Égypte, d'Inde, d'Iran ou d'Arabie Saoudite, nous devons amplifier les ripostes, en finir avec la dispersion des luttes, mettre en avant la nécessité du « Tous ensemble ».

Le samedi 30 janvier sera une journée de mobilisations dans toute la France, contre l'état d'urgence et la déchéance de la nationalité. Et le 4 février, des premiers rassemblements seront organisés pour la relance des Goodyear. À ces occasions, il est urgent de commencer à faire converger le combat contre l'état d'urgence, contre la déchéance de la nationalité, contre la guerre, contre la régression sociale et contre la répression.



HOLLANDE VEUT FAIRE PAYER LA FORMATION DES CHÔMEURS... PAR LES CHÔMEURS

Un plan de formation pour 500.000 chômeurs ? On serait tenté de dire : « *Pourquoi pas, si ce n'est pas une formation bidon de plus* » ?

Mais tout le monde a vu la grosse ficelle. Dans les statistiques du chômage, un chômeur en formation disparaît de la catégorie « A », la catégorie la plus médiatisée.

Dans le même discours, Hollande a suggéré de diminuer la durée d'indemnisation des chômeurs et de réorienter les financements vers la formation et l'aide au retour à l'emploi. Ainsi, les sommes récupérées sur le dos des uns pourraient financer la formation des autres.

Un message envoyé au patronat et aux syndicats qui doivent, en 2016, renégocier une nouvelle convention Unedic sur les allocations chômage. Mais pas question pour lui de demander des comptes au patronat sur les milliards d'allègements de cotisations sociales et d'impôts sans aucun effet sur l'emploi.

GOODYEAR, UN VENT DE SOLIDARITÉ À CONCRÉTISER DANS LA RUE

Près de 150.000 signatures en un temps record. L'indignation face à la répression ignoble qui a frappé des salariés d'« Air France » ou d'autres se manifeste encore aujourd'hui, avec force, devant la volonté du pouvoir d'écraser ceux et celles qui osent lutter.

Dans la foulée du rassemblement de solidarité appelé par la CGT le 4 février à Paris, c'est une énorme manifestation nationale pour la relaxe des Goodyear qui est à l'ordre du jour pour le procès en appel.

CONTRE LES 35 HEURES, À DAVOS, MACRON, PORTE PAROLE DU PATRONAT

Dans ses vœux au monde économique la semaine dernière, Hollande indiquait qu'à l'avenir, des accords d'entreprise pourraient déroger au Code du Travail, notamment en ce qui concerne le nombre et la rémunération des heures supplémentaires.

Estimant sûrement que son boss n'avait pas été assez clair, Macron a vendu la mèche vendredi dernier, au milieu du gratin de la finance et des chefs d'Etat réunis à Davos. Les 35h sont dans le collimateur. Il l'a reconnu sans fard, mais « en anglais ». Explication « en français » : des accords, majoritaires ou pas, pourraient supprimer toute majoration pour les heures supplémentaires, « *cela veut dire que vous pourrez créer plus de flexibilité* ».

Travailler plus ou moins par semaine, en fonction des besoins du patron, sans payer plus les heures sup. Vieille revendication patronale. Et ils osent nous dire qu'il n'est pas question de toucher aux 35 heures.

TUNISIE : COUVRE FEU CONTRE LA COLÈRE SOCIALE

En 2011, un immense mouvement populaire en Tunisie faisait tomber le dictateur Ben Ali. Né sur fond de chômage des jeunes et de misère sociale, ce mouvement inaugurerait le « printemps arabe ». Cinq ans plus tard, en Tunisie, les jeunes et les populations des régions les plus pauvres sont à nouveau dans la rue. Le changement se fait toujours attendre, le nouveau pouvoir appliquant les mêmes recettes libérales qu'avant. Par peur d'une contagion de la contestation, le gouvernement a décrété un couvre feu nocturne sur tout le territoire. En France, cela s'appelle Etat d'urgence sous prétexte d'attentats. Ici ou là-bas, le pouvoir se dote des moyens de museler d'avance toute forme de contestation sociale généralisée à venir.

LE FN, UN PARTI AU SERVICE DES RICHES, COMME LES AUTRES !

Dans un communiqué du 16 janvier 2016, le FN rappelle bien à tous qu'il est loin d'être le parti anti-système qu'il veut faire croire. Pour lui, « *la gravité de la situation exige que le gouvernement [...] aille bien plus loin pour soutenir les entreprises : en commençant par s'attaquer à la complexité administrative et à la multiplication des contraintes. [...] Cela nécessite de mettre en place une véritable politique d'incitation à l'emploi qui mette l'accent sur la défense des libertés économiques. [...] Cela passe par la baisse des charges fiscales et l'allègement des procédures administratives* ».

Casse du Code du travail, casse des Prud'hommes, casse des droits des salariés, des milliards de cadeaux fiscaux au patronat : en clair, le FN, un parti au service des patrons comme les autres !

**Rouen : Samedi 30 janvier
Place Saint Sever - 14h30**

**Répondons massivement
à l'appel à manifester du
«Collectif de Défense
des Libertés Fondamentales»**

**« Contre la constitutionnalisation
de l'Etat d'Urgence et de
la déchéance de nationalité »**

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique